



Soutenir le secteur bioalimentaire sans nuire

Mémoire déposé dans le cadre des consultations
publiques sur la Stratégie de développement économique
local et régional du Québec

SEPTEMBRE 2020


coalitionpoids
québécoise sur la problématique du

Une initiative parrainée par l'Association pour la santé publique du Québec

Auteures

Charlène Blanchette, Dt.P.
Laurence Sauvé-Lévesque, Inf., M.Sc.
Marc-André Parenteau, BAA, M.Sc.
Anne-Marie Morel, Dt.P., M.Sc.
Corinne Voyer, B.Sc. Inf., M.Sc.

Ce document est disponible intégralement en format électronique (PDF) sur le site web de la Coalition québécoise sur la problématique du poids : www.cqpp.qc.ca.

Les informations contenues dans le document peuvent être citées, à condition d'en mentionner la source.

© Coalition québécoise sur la problématique du poids (2020).

Coalition québécoise sur la problématique du poids

La Coalition québécoise sur la problématique du poids (Coalition Poids), une initiative parrainée par l'Association pour la santé publique du Québec, a pour mandat de revendiquer des modifications législatives et réglementaires et des politiques publiques afin de favoriser la mise en place d'environnements facilitant les saines habitudes de vie, qui contribuent à prévenir les problèmes de poids et les maladies chroniques.

La Coalition Poids réunit les appuis de plus de **700 partenaires** issus du monde municipal, scolaire, de la santé, de la recherche, de l'environnement, de la nutrition et de l'activité physique.

4529, rue Clark, bureau 102
Montréal (Québec) H2T 2T3
Tél. : 514 598-8058
info@cqpp.qc.ca | cqpp.qc.ca
twitter.com/CoalitionPoids
facebook.com/CoalitionPoids



Une initiative parrainée par l'Association pour la santé publique du Québec

Table des matières

Introduction.....	4
Trop d'aliments ultra-transformés dans le panier des Québécois.....	5
Pour un système alimentaire prospère et favorable à la santé.....	6
Promouvoir l'agriculture et la distribution de proximité.....	6
Soutenir l'approvisionnement des institutions en aliments sains d'ici.....	7
Considérer les externalités négatives des aliments.....	8
Alcool, boissons sucrées et énergisantes : des produits nuisibles surconsommés !.....	9
Tous les aliments du Québec ne méritent pas la même promotion !.....	10
Soutenir la production d'aliments peu transformés.....	11
Conclusion.....	12
Sommaire des recommandations.....	12
Références.....	13

Introduction

Avec la précarité économique engendrée par la crise sanitaire, promouvoir la production alimentaire d'ici et l'achat local devient une stratégie collective indispensable. En plus de favoriser notre autonomie alimentaire, mieux subventionner le secteur agricole est susceptible d'améliorer la santé des Québécois.es.

La pandémie a bousculé, et bouscule encore, le quotidien de tous les Québécois.es. Si certaines personnes ont maintenu et parfois amélioré leurs comportements en matière de santé, malheureusement plusieurs d'entre eux ont pris des habitudes qui pourraient nuire à leur santé à court, moyen ou long terme. Déjà, dans les deux semaines suivant l'annonce de l'état d'urgence sanitaire en mars dernier : **1 Québécois.es sur 4 rapportait une diminution de la qualité globale de leur alimentation et le tiers indiquait consommer davantage de malbouffe (boissons sucrées, bonbons, croustilles et fritures)¹.**

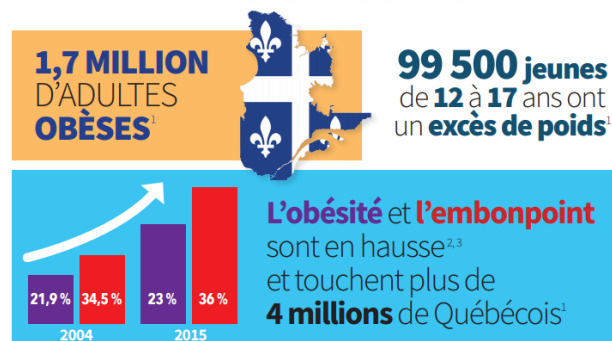
L'alimentation joue un rôle crucial dans la prévention de nombreuses maladies et le maintien d'un système immunitaire fort. Une alimentation inadéquate est associée à différents problèmes de santé importants, tels que les maladies cardiovasculaires, certains cancers, le diabète de type 2 et l'obésité². C'est pourquoi il importe de miser sur une saine alimentation dans laquelle les aliments peu nutritifs, riches en sucre, sel ou gras, demeurent des exceptions dans nos assiettes³. **Alors que ce ne sont pas tous les aliments produits ou préparés au Québec qui sont sains, il est nécessaire de considérer les externalités négatives des aliments dans un contexte de développement durable, dont la santé fait partie intégrante.**

En 2017, le Québec s'est doté de la *Politique bioalimentaire* visant à promouvoir un secteur bioalimentaire prospère et durable, où la santé est au cœur des priorités. **Avec la future *Stratégie de développement économique local et régional du Québec*, le gouvernement doit poursuivre ses efforts pour soutenir la production et la consommation d'aliments sains d'ici.** Ceci dit, ce n'est pas parce que des aliments sont produits ou préparés au Québec qu'ils sont nécessairement sains et qu'il faut encourager leur consommation régulière.

La Coalition québécoise sur la problématique du poids (Coalition Poids) recommande au gouvernement de développer le secteur bioalimentaire en se basant sur une logique nutritionnelle qui sera profitable non seulement pour l'économie, mais également pour la santé des Québécois.es, en plus d'assurer une meilleure gestion des finances publiques.

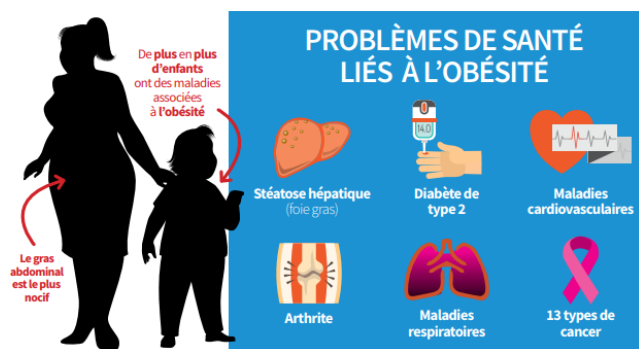
Trop d'aliments ultra-transformés dans le panier des Québécois

Le Québec est largement touché par les problèmes de poids : 59 % des adultes et 23 % des jeunes font de l'embonpoint ou de l'obésité⁴. Chaque année, selon l'Institut national de santé publique du Québec, l'obésité des adultes coûte à elle seule près de 3 milliards de



dollars en nuits d'hospitalisation, consultations médicales, invalidité et médicaments aux contribuables^{5,6}. De plus, les données disponibles démontrent que les personnes obèses et atteintes de maladies chroniques sont plus vulnérables aux complications de la COVID-19⁷.

L'obésité et plusieurs maladies pourraient être évitées avec un mode de vie physiquement actif et une saine alimentation. La littérature démontre que plus on augmente le niveau de consommation d'aliments ultra-transformés comme des pains, friandises, boissons sucrées ou produits de restauration rapide, plus la qualité globale de la diète se détériore et affecte la



santé⁸. La qualité nutritionnelle des produits ultra-transformés est très faible, comparée aux aliments frais ou peu transformés : « les aliments ultra-transformés fournissent, en moyenne, davantage de glucides, de sucres libres, de sodium et d'énergie par densité calorique que la somme des autres aliments et ingrédients »⁹.

Malheureusement, les habitudes alimentaires des Québécois.es sont préoccupantes :

- près de 50% des calories consommées sont issues d'aliments ultra-transformés¹⁰;
- les boissons sucrées sont surconsommées, particulièrement chez les jeunes¹¹ ;
- les Québécois.es ne consomment pas suffisamment de légumes et de fruits¹².

L'environnement dans lequel nous vivons influence fortement nos choix alimentaires. Actuellement, il est souvent défavorable à une alimentation saine : les aliments de faible valeur nutritive sont hautement promus, facilement disponibles et peu coûteux, alors que l'accès aux aliments sains est insuffisant. Selon un récent rapport de l'Alliance des maladies non transmissibles, la COVID-19 a servi de levier à plusieurs grandes industries alimentaires

pour promouvoir des produits de faible valeur nutritive¹³. En adaptant leurs stratégies marketing, ces dernières profitent de la crise pour augmenter la vente de produits ultra-transformés.

Le gouvernement du Québec a le devoir de mettre en place des environnements alimentaires favorables à la santé. En ce sens, la future *Stratégie de développement économique local et régional du Québec* est une opportunité pour revoir l'attribution des subventions et ses critères.

Pour un système alimentaire prospère et favorable à la santé

Promouvoir les aliments sains du Québec est excellent pour l'économie locale, la planète et, dans le cas des produits maraîchers, la santé physique, mentale et financière de nos agriculteurs. Soutenir l'accès aux aliments québécois frais, peu ou pas transformés, en plus de promouvoir la santé de la population, a le potentiel d'accroître notre **autonomie alimentaire**, nous rendant moins vulnérables aux difficultés d'approvisionnement pouvant survenir en situation de crise.

Promouvoir l'agriculture et la distribution de proximité

Pour mieux soutenir l'agriculture et la distribution de proximité, il serait avisé de revoir les programmes existants de manière à appuyer l'ensemble des producteurs de fruits et légumes locaux¹⁴. Actuellement, il existe peu de subventions pour les producteurs maraîchers qui ne sont pas en mesure d'obtenir une certification d'agriculture biologique et d'accéder aux subventions supplémentaires réservées à ce secteur émergent.

De plus, soutenir les initiatives qui rapprochent les agriculteurs des consommateurs est pertinent, puisque cela favorise la cohabitation entre le marché traditionnel et les relations plus directes des circuits courts. Investir dans des projets d'agriculture urbaine, des initiatives qui favorisent un lien plus étroit entre les producteurs et les citoyens ainsi qu'un accès facilité aux aliments frais, doit être privilégié.

En considérant leurs bénéfices sur l'économie locale et régionale, mieux soutenir le secteur agricole devrait être un pilier de la future *Stratégie de développement économique local et régional du Québec*.

Soutenir l’approvisionnement des institutions en aliments sains d’ici

La Coalition Poids se réjouit de la nouvelle *Stratégie nationale d’aliments québécois*, visant à accroître l’achat d’aliments locaux par les institutions. Toutefois, la Coalition Poids craint que **les ressources financières demeurent insuffisantes, limitant ainsi sa portée**. Plusieurs mesures annoncées par le ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation, dans le cadre de la *Stratégie nationale d’aliments québécois*, permettront d’aider les institutions à relever les défis liés à l’approvisionnement en aliments du Québec, notamment avec la création du *Répertoire des aliments québécois* et le *Programme de développement des marchés bioalimentaires*, qui vise à accroître la commercialisation des aliments québécois dans les institutions. **Cependant, les institutions subissent déjà d’importantes contraintes, elles ont besoin d’un financement suffisant et récurant destiné à l’achat d’aliments.**

En cohérence avec leurs missions de santé et d’éducation et pour assurer une offre alimentaire saine à leurs usagers, plusieurs établissements publics, comme les hôpitaux ou les écoles, sont tenus de respecter des politiques alimentaires. À titre d’exemple, les hôpitaux doivent respecter le *Cadre de référence à l’intention des établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l’élaboration des politiques alimentaires adaptées*¹⁵, alors que les écoles primaires et secondaires sont invitées à suivre la *Politique-cadre pour un virage santé à l’école*¹⁶. Or, selon nombreux rapports, dans plusieurs établissements publics, **les ressources sont insuffisantes pour respecter l’ensemble des critères de ces politiques et offrir une alimentation saine et attrayante à la clientèle**. Plusieurs obstacles subsistent tels que la part du budget alloué aux repas dans les établissements de santé, la faible disponibilité de légumes et fruits minimalement transformés, qui facilitent la préparation dans les cuisines institutionnelles (ex. : légumes coupés et parés, pommes de terre pelées, etc.) et les volumes parfois insuffisants pour répondre aux besoins, en l’absence de regroupement entre des producteurs.

De plus, en collaboration avec le ministère des Affaires municipales et de l’Habitation, la *Stratégie de développement économique local et régional du Québec* devrait également **favoriser l’approvisionnement des lieux municipaux en produits locaux, frais et nutritifs**. Selon la *Vision de la saine alimentation* du ministère de la Santé et des Services sociaux, les municipalités devraient offrir une variété d’aliments de bonne qualité nutritive et limiter la vente d’aliments d’exception, comme les boissons sucrées et les fritures. Bien que plusieurs municipalités agissent en faveur de la saine alimentation, la réalité est inégale d’un milieu à l’autre. Les portraits disponibles de l’offre alimentaire dans les établissements municipaux et lors des événements publics révèlent que de nombreuses améliorations sont requises. Il importe de mieux soutenir les municipalités dans leur démarche visant à améliorer l’accès physique et économique aux aliments sains et locaux de leur région.

Considérer les externalités négatives des aliments

Les aliments ne sont pas une simple marchandise : les décisions économiques ont des impacts sur nos environnements alimentaires et, par ricochet, la santé des Québécois.es. En considérant leur contribution au fardeau de l'obésité et des maladies chroniques, **les aliments ultra-transformés coûtent des milliards de dollars à la société.**

Le Québec n'a pas de quoi être fier de la qualité nutritive de ses aliments transformés, comme en témoignent les données présentées lors de la première *Rencontre annuelle des partenaires* de la *Politique bioalimentaire*. Parmi cinq catégories de produits étudiées par l'*Observatoire de la qualité de l'offre alimentaire*, soit les

céréales à déjeuner, les viandes, les pains tranchés, les soupes prêtes-à-servir et les barres granolas, les produits transformés du Québec sont considérablement plus nombreux à être trop riches en sucre et en sel

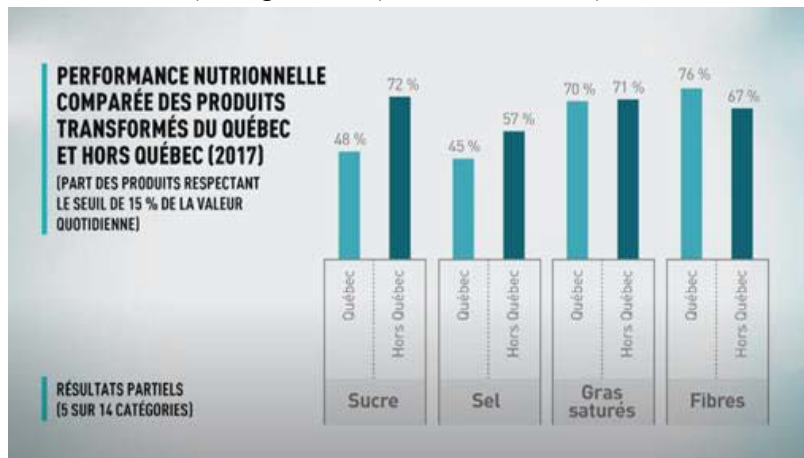


Image : *Rencontre annuelle des partenaires de la Politique bioalimentaire*

comparativement aux produits similaires hors Québec¹⁷. Plus de la moitié des produits transformés d'ici dépassent 15 % de la valeur quotidienne (VQ) en sucre par portion. Par ailleurs, la qualité nutritionnelle est incertaine pour l'autre moitié des produits transformés, car être sous le seuil maximal ne veut pas dire sain. À 10 % de la VQ, il peut s'agir d'un aliment très sucré pour plusieurs catégories de produits.

S'abstenir de subventionner ou soutenir financièrement les entreprises dont les produits ou les activités commerciales ont des externalités négatives sur le plan de la santé est indispensable à la cohérence interministérielle et à une bonne gestion des finances publiques.

4 Québécois sur 5 souhaitent que le gouvernement cesse de subventionner les entreprises alimentaires dont les produits nuisent à la santé¹⁸.

Afin de soutenir la production d'aliments contribuant à la fois à une économie et une population saine, il importe de se baser sur une logique nutritionnelle lors de l'octroi de subventions. À cet effet, la *Politique gouvernementale de prévention en santé* s'est engagée à identifier des cibles nutritionnelles à partir de données scientifiques et d'études sur les habitudes de consommation¹⁹.

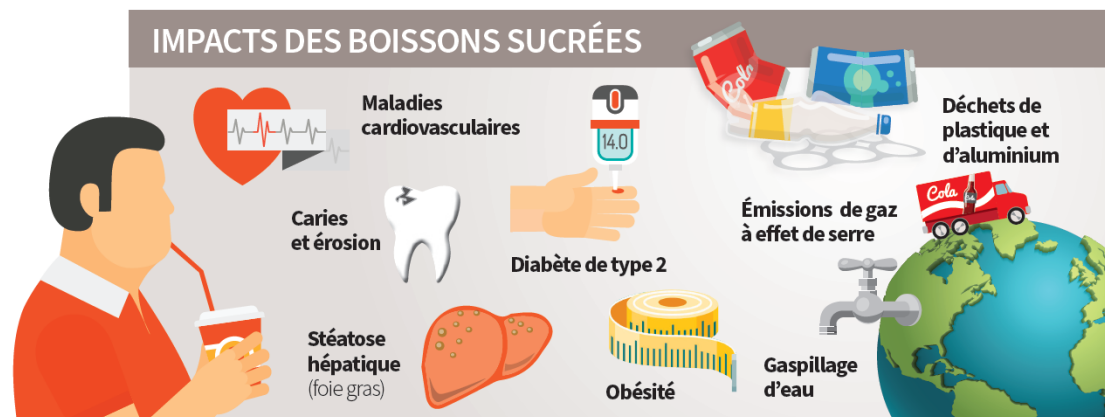
Alcool, boissons sucrées et énergisantes : des produits nuisibles surconsommés !

Bien qu'il soit louable que les objectifs de la *Stratégie de développement économique local et régional* encouragent la croissance des entreprises et les aident à répondre aux défis imposés par la crise sanitaire, il ne faudrait pas, en contrepartie, augmenter davantage la consommation de boissons sucrées et énergisantes ou d'alcool.



Les boissons sucrées représentent la principale source de sucre dans l'alimentation des Québécois.es. Boissons gazeuses, boissons énergisantes ou pour sportifs, thés glacés, eaux vitaminées, cocktails fruités et autres bonbons en bouteille occupent une place démesurée dans leur assiette.

Alors que les boissons sucrées devraient être réservées aux occasions spéciales, leur consommation régulière est nuisible à la santé et l'environnement. La consommation quotidienne d'une boisson sucrée augmente le risque d'obésité de 60 % chez les enfants. Il s'agit de la seule pratique alimentaire constamment associée au surpoids.



Le jus : une boisson riche en sucre à limiter

Depuis 2019, le *Guide alimentaire canadien* inclut les jus de fruits dans sa définition de boissons sucrées. La consommation de jus de fruits devrait être limitée et être remplacée par l'eau. Ainsi, il importe d'éviter de promouvoir leur consommation.

De son côté, la consommation d'alcool au Québec coûte annuellement plus de 3 milliards de dollars en coûts de santé et en coûts sociaux²⁰. Faciliter son accès économique, notamment par une baisse des prix, ou favoriser sa publicité sont des pièges à éviter dans le cadre de l'élaboration de la Stratégie de développement économique local et régional.

En somme, en plus d'être hautement nuisibles, l'alcool, les boissons sucrées et énergisantes sont des produits non-essentiels : l'eau est la manière la plus saine, économique et écoresponsable de s'hydrater.

Dans sa future *Stratégie de développement économique local et régional*, le gouvernement doit s'assurer de soutenir des entreprises qui sont compatibles avec les objectifs de saine alimentation, incluant la saine hydratation.

Tous les aliments du Québec ne méritent pas la même promotion !

L'appel à la solidarité, lancé par le gouvernement du Québec, pour inviter la population à favoriser l'achat local peut certes contribuer à la santé de notre économie, mais ne garantit pas nécessairement aux consommateurs l'achat de produits alimentaires bons pour leur propre santé. L'estampille « préparés ou produits au Québec » ne devrait pas être utilisée pour mettre en vedette des aliments de piètre qualité nutritionnelle ou promouvoir une consommation accrue de produits d'exception. Or, trop souvent les sceaux d'authenticité du type « Produits d'ici », « Aliment Québec » et « Super Québec » mettent en valeur des aliments hautement transformés et donc de faible valeur nutritive. À cet effet, il serait nécessaire d'encadrer les catégories d'aliments arborant ces mentions pour que la population puisse distinguer les produits sains de ceux à consommer occasionnellement.



*Images à titre d'exemples : circulaires d'épicerie québécoises pour la semaine du 10 au 16 ainsi que du 17 au 23 septembre 2020

Soutenir la production d'aliments peu transformés

Représentant à elle seule près de 70 000 emplois, l'industrie de la transformation alimentaire est le premier employeur manufacturier au Québec²¹. En considérant l'importance d'éviter de subventionner les aliments ayant des externalités négatives (aliments ultra-transformés) qui finiront par accroître nos dépenses en santé, il est tout de même possible de **soutenir la production de certains aliments transformés**.



* Images à titre d'exemples:
Circulaires d'épicerie
québécoises pour la semaine
du 24 au 30 septembre 2020

C'est le cas notamment des transformations qui permettent d'**augmenter la conservation ou de faciliter la consommation d'aliments frais**, tels que « l'élimination des parties non comestibles ou non désirées, le séchage, le concassage, le broyage, le fractionnement, le filtrage, la torréfaction, l'ébullition, la pasteurisation, la réfrigération, la congélation, l'embouteillage, l'emballage sous vide, ou la fermentation non alcoolisée »²². Par ailleurs, cela inclut les aliments où de petites quantités de sucre, de matières grasses ou de sel ont été ajoutées. « Les aliments transformés comprennent les légumineuses, les fruits et les légumes en conserve, la viande et le poisson fumés, les fromages et les pains faits d'ingrédients de base »²³. Ces transformations ne diminuent pas de manière substantielle la qualité nutritionnelle de l'aliment frais.

Comme énoncé précédemment, la *Politique gouvernementale de prévention en santé* doit identifier des cibles nutritionnelles basées sur des données probantes. La *Stratégie de développement économique local et régional du Québec* devrait se baser sur ces critères afin d'identifier et de soutenir les produits alimentaires sains d'ici.

Conclusion

La bonne santé de la population et la productivité qui y est associée ont une valeur grandement sous-estimée. Si le secteur bioalimentaire est un pilier de l'économie du Québec, la santé des Québécois.es est aussi une ressource économique qui devrait bénéficier de plus de considération dans les décisions gouvernementales en lien avec l'alimentation.

L'épidémie d'obésité et de maladies chroniques est une menace pour la province et exige des actions gouvernementales concrètes. Les aliments ne sont pas une simple marchandise, les décisions économiques ont des impacts sur les environnements alimentaires et par le fait même sur la santé de la population. Les Québécois.es méritent une offre alimentaire plus saine et nutritive. Ainsi, **les entreprises qui bénéficient, ou bénéficieront de revenu public doivent être celles qui proposent les aliments que l'on veut voir au quotidien dans l'assiette des Québécois.es et non celles qui affectent leur santé.**

Par ailleurs, le gouvernement du Québec aurait avantage à instaurer différentes mesures pour compenser et réduire les externalités négatives de certains aliments sur la santé. La taxation ainsi que l'encadrement du marketing de certains produits alimentaires, en particulier les boissons sucrées, énergisantes et alcoolisées, sont des mesures incontournables. Les leviers fiscaux et les incitatifs devraient être mis à profit pour encourager la consommation de fruits et de légumes frais et réduire l'attrait d'autres produits surconsommés.

La future *Stratégie de développement local et régional* est l'occasion d'offrir aux Québécois un secteur bioalimentaire à la fois plus sain et prospère !

Sommaire des recommandations

Afin de développer le secteur bioalimentaire tout en étant favorable à la santé des Québécois, la Coalition Poids recommande que la *Stratégie de développement économique local et régional du Québec* :

1. évite de subventionner les aliments ayant des externalités négatives, telles que les boissons sucrées, énergisantes ou alcoolisées, qui finiront par accroître les dépenses en santé;
2. se base sur des critères nutritionnels lors de l'octroi de subventions afin de produire davantage d'aliments locaux et sains;
3. subventionne la production d'aliments locaux peu ou pas transformés;
4. soutienne l'agriculture et la distribution de proximité;
5. assure aux institutions et aux municipalités les moyens nécessaires destinés à augmenter l'offre d'aliments sains et locaux.

Références

- ¹ Sondage omnibus web effectué par Léger, pour le compte de la Coalition québécoise sur la problématique du poids, auprès d'un échantillon représentatif de 1001 répondants du Québec, âgés de 18 ans et plus (du 27 au 29 mars 2020).
- ² Elizabeth L., Priscila M., Marit Z., Phillip B. et Mark L. (2020). Ultra-Processed Foods and Health Outcomes: A Narrative Review. *Nutrients*, 12(7), 1955. Repéré le 22 septembre 2020 au <https://www.mdpi.com/2072-6643/12/7/1955>
- ³ Elizabeth, L., Priscila, M., Marit, Z., Phillip, B. et Mark L. (2020). Ultra-Processed Foods and Health Outcomes: A Narrative Review. *Nutrients*, 12(7), 1955. Repéré le 22 septembre 2020 au <https://www.mdpi.com/2072-6643/12/7/1955>
- ⁴ Statistique Canada (2017). Tableau 105-2023. Indice de masse corporelle (IMC) mesuré chez les adultes (classification selon l'Organisation mondiale de la santé), selon le groupe d'âge et le sexe, Canada et provinces, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes-Nutrition. Repéré le 22 septembre 2020 au <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&retrLang=fra&id=1052023&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=31&abMode=dataTable&csid=>
- ⁵ Institut national de santé publique du Québec (2015). Les conséquences économiques associées à l'obésité et à l'embonpoint au Québec : les coûts liés à l'hospitalisation et aux consultations médicales. Repéré le 22 septembre 2020 au http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1922_Consequences_Economiques_Obesite.pdf
- ⁶ Institut national de santé publique du Québec (2015). Les conséquences économiques associées à l'obésité et à l'embonpoint au Québec : les coûts liés à la consommation de médicaments et à l'invalidité. Repéré le 22 septembre 2020 au <https://www.inspq.qc.ca/publications/2035>
- ⁷ Tan, M., He J F., MacGregor A G. (2020). Obesity and cover-19: the role of the food industry. *BMJ*. Repéré le 22 septembre 2020 au <https://www.bmj.com/content/bmj/369/bmj.m2237.full.pdf>
- ⁸ Moubarac, J-C. et M. Batal. TRANSNUT. Département de nutrition. Université de Montréal (mars 2016). *La consommation d'aliments transformés et la qualité de l'alimentation au Québec*. Repéré le 22 septembre 2020 au http://www.rccq.org/wp-content/uploads/Qu%C3%A9bec-MSSS-consommation-daliments-ultra-transform%C3%A9s-et-qualit%C3%A9-de-lalimentation_Moubarac-et-Batal-2016.pdf
- ⁹ Moubarac, J-C. et M. Batal. TRANSNUT. Département de nutrition. Université de Montréal (mars 2016). *La consommation d'aliments transformés et la qualité de l'alimentation au Québec*. Repéré le 22 septembre 2020 au http://www.rccq.org/wp-content/uploads/Qu%C3%A9bec-MSSS-consommation-daliments-ultra-transform%C3%A9s-et-qualit%C3%A9-de-lalimentation_Moubarac-et-Batal-2016.pdf
- ¹⁰ Moubarac, J-C. TRANSNUT. Département de nutrition. Université de Montréal (2017). *Ultra-processed foods in Canada: consumption, impact on diet quality and policy implications*. Repéré le 22 septembre 2020 au <https://www.heartandstroke.ca/-/media/pdf-files/canada/media-centre/hs-report-upp-moubarac-dec-5-2017.ashx>
- ¹¹ Institut de la statistique du Québec (2017). Qui sont les consommateurs réguliers de boissons sucrées?. *Zoom santé*, Numéro 61. Repéré le 22 septembre 2020 au <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/sante/bulletins/zoom-sante-201704-61.pdf>
- ¹² Polsky, L. et Garriguet, D. (2020). Variation de la consommation de légumes et de fruits au Canada, de 2004 à 2015. Repéré le 22 septembre 2020 au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-003-x/2020004/article/00001-fra.htm>

-
- ¹³ Collin J., Ralston R., Hill SE. et Westerman L. (2020) Signalling Virtue, Promoting Harm: Unhealthy commodity industries and COVID-19. NCD Alliance, SPECTRUM. Repéré le 22 septembre 2020 au https://ncdalliance.org/sites/default/files/resource_files/Signalling%20Virtue%2C%20Promoting%20Harm_Sept2020_FINALv.pdf
- ¹⁴ A. Afshin et al. (2017). The Prospective impact of food pricing on improving dietary consumption : A systematic review and meta-analysis. *Plos one*, 12 (3): e0172277. Repéré le 22 septembre 2020 au <http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0172277>
- ¹⁵ Ministère de la Santé et des Services sociaux (2009). Cadre de référence à l'intention des établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'élaboration de politiques alimentaires adaptées. Miser sur une saine alimentation : une question de qualité. Repéré le 20 juillet 2017 au <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2009/09-289-02.pdf>
- ¹⁶ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2007). Politique-cadre pour une saine alimentation et un mode de vie actif, *Pour un virage santé à l'école*. Repéré le 22 septembre 2020 au http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/dpse/adaptation_serv_compl/virageSanteEcole_PolCadre.pdf
- ¹⁷ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. (2019). *Politique bioalimentaire 2018-2025 – Rencontre annuelle des partenaires 2019 (1ère partie)*. Repéré le 22 septembre 2020 au <https://www.youtube.com/watch?v=cFG1rsZm7uk>
- ¹⁸ Sondage omnibus web effectué par Ipsos, pour le compte de la Coalition québécoise sur la problématique du poids, auprès d'un échantillon représentatif de 1000 répondants du Québec, âgés de 18 ans et plus (du 24 au 28 septembre 2018).
- ¹⁹ Ministère de la Santé et des Services sociaux (2018). *Plan d'action interministériel 2017-2021 - Politique gouvernementale de prévention en santé*. Repéré le 22 septembre 2020 au <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2017/17-297-02W.pdf>
- ²⁰ Groupe de travail scientifique sur les coûts et les méfaits de l'usage de substances au Canada. Coûts et méfaits de l'usage de substances au Canada (2007-2014), préparé par l'Institut canadien de recherche sur l'usage de substances et le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances, Ottawa (Ont.), Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances, 2018. Repéré le 22 septembre 2020 au <https://www.ccsa.ca/sites/default/files/2019-04/CSUCH-Canadian-Substance-Use-Costs-Harms-Report-2018-fr.pdf>
- ²¹ Investissement Québec. Choisir le Québec, c'est choisir la croissance. Repéré le 22 septembre 2020 au <https://www.investquebec.com/international/fr/secteurs-activite-economique/agroalimentaire/choisir-le-quebec-c-est-choisir-la-croissance.html>
- ²² Moubarac, J-C. et M. Batal. TRANSNUT. Département de nutrition. Université de Montréal (mars 2016). La consommation d'aliments transformés et la qualité de l'alimentation au Québec. Repéré le 22 septembre 2020 au http://www.rccq.org/wp-content/uploads/Qu%C3%A9bec-MSSS-consommation-daliments-ultra-transform%C3%A9s-et-qualit%C3%A9-de-lalimentation_Moubarac-et-Batal-2016.pdf
- ²³ Moubarac, J-C. et M. Batal. TRANSNUT. Département de nutrition. Université de Montréal (mars 2016). La consommation d'aliments transformés et la qualité de l'alimentation au Québec. Repéré le 22 septembre 2020 au http://www.rccq.org/wp-content/uploads/Qu%C3%A9bec-MSSS-consommation-daliments-ultra-transform%C3%A9s-et-qualit%C3%A9-de-lalimentation_Moubarac-et-Batal-2016.pdf